

NOTE POUR LA PRESSE

SITE WEB

1211 GENÈVE 27 SUISSE - TÉLÉPHONE: (41) 22.791.21.11 - FAX: (41) 22.791.31.11 - E-MAIL: inf@who.int

**Note d'information aux médias OMS/5
8 février 2007**

LES ORGANISATIONS CONFESIONNELLES JOUENT UN ROLE MAJEUR DANS LES SOINS ET LE TRAITEMENT DU VIH/SIDA EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Washington – Selon une étude importante publiée par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à la National Cathedral à Washington, il faut faire des efforts pour stimuler la collaboration entre les organismes de santé publique et les organisations confessionnelles, si l'on veut progresser vers l'objectif de l'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins du VIH et au soutien des patients d'ici à 2010.

Le rapport « *Appreciating Assets : Mapping, Understanding, Translating and Engaging Religious Health Assets in Zambia and Lesotho* » estime qu'entre 30 et 70 % des infrastructures de santé en Afrique appartiennent actuellement à des organisations confessionnelles mais que, pourtant, la coopération entre elles et les programmes classiques de la santé publique reste souvent réduite.

L'étude a porté sur le Lesotho et la Zambie, pays où les taux de prévalence du VIH s'établissaient respectivement à 23,2 et 17 % en 2005. Elle a révélé que les hôpitaux et les centres de santé chrétiens assurent environ 40 % des services de soins et de traitement du VIH au Lesotho et que près d'un tiers des établissements s'occupant du VIH/SIDA en Zambie sont gérés par des organisations confessionnelles. Selon ce rapport, les organisations de ce type jouent un rôle beaucoup plus grand dans les soins et les traitements du VIH/SIDA en Afrique subsaharienne qu'on ne l'estimait jusque-là. Les auteurs concluent qu'il faut de toute urgence développer la coordination et améliorer les communications entre les organisations de différentes confessions, le secteur privé et le secteur public.

« Les organisations confessionnelles sont un élément fondamental de la société civile, affirme le Dr Kevin De Cock, Directeur à l'OMS du département VIH/SIDA. Comme elles assurent une part importante des soins dans les pays en développement, en couvrant souvent des populations vulnérables vivant dans de mauvaises conditions, il faut reconnaître leur contribution essentielle aux efforts pour atteindre l'objectif de l'accès universel. »

L'étude pilote a été entreprise par les partenaires de l'African Religious Health Assets Program (ARHAP) dans les universités du Cap, de KwaZulu-Natal et de Witwatersrand en Afrique du Sud, ainsi que des chercheurs de la Rollins School of Public Health à l'Université Emory d'Atlanta. Ces chercheurs sont sûrs que leurs efforts ont abouti à réunir les premières données crédibles permettant de saisir l'ampleur des services de soins du VIH/SIDA assurés par les organisations confessionnelles au Lesotho et en Zambie.

« Ces résultats sont fiables car ils ont été validés par ceux qui bénéficient de ces services », a précisé Gary Gunderson, Directeur de l'Interfaith Health Program à l'Université Emory.

« L'alignement de l'apport des services confessionnels dans le domaine de la santé avec les systèmes publics, par le biais de techniques participatives, ouvre une voie fondamentale qui devrait pouvoir s'appliquer dans toutes les cultures pour améliorer la santé. »

Les chercheurs soutiennent que la santé, la religion, les normes et les valeurs culturelles définissent les stratégies de recherche des soins pour de nombreux Africains. La méconnaissance, de la part des responsables politiques, de l'influence prédominante de la religion et du rôle important des organisations confessionnelles pour le traitement et les soins du VIH, pourrait compromettre gravement les efforts de généralisation des services de santé.

« L'OMS a rendu un grand service en quantifiant le rôle des communautés religieuses pour soigner et traiter le VIH/SIDA en Afrique subsaharienne, estime le Révérend Canon John L. Peterson, Directeur du Center for Global Justice and Reconciliation (CGJR), à la National Cathedral à Washington. Les pasteurs, les imams et les bénévoles qui s'occupent de ceux qui souffrent de maladies mortelles sont pleinement conscients des besoins de leurs fidèles et ont agi en assurant les soins en première ligne. Ce rapport encourage beaucoup les milieux religieux à développer leur rôle et leur travail en partenariat étroit avec les gouvernements et les ONG. »

Le rapport demande de développer le dialogue et les actions communes entre les chefs spirituels et les responsables de la santé dans les domaines suivants :

- *Développement des connaissances en matière de religion et de santé publique* : cours formels, formations conjointes, échanges de matériels pour améliorer la compréhension entre les organisations confessionnelles et les organismes de santé publique.
- *Engagement respectueux* : développement d'ateliers locaux (comme pour cette étude) pour engager davantage les organisations confessionnelles dans l'action sanitaire au niveau des communautés ; réunion des chefs spirituels et des responsables de la santé publique pour des « sessions d'orientation » afin de les inciter à collaborer sur le long terme pour les décisions politiques et l'exécution des projets ;
- *Coordination des systèmes religieux et sanitaires* : Étendre l'utilisation de la cartographie sanitaire pour repérer les organisations confessionnelles susceptibles d'aider au développement des services ; renforcement des groupes de soutien communautaires et approfondissement de leurs liens avec les hôpitaux, cliniques et dispensaires publics situés à proximité ;
- *Nouvelles recherches en collaboration* : Étendre la cartographie participative utilisée pour cette étude à d'autres pays africains, ainsi qu'à d'autres régions du monde à revenu faible ou intermédiaire ; examen plus approfondi de la nature des apports intangibles pour la santé (encouragement spirituel, connaissances, etc.) que ce rapport révèle.

« Ces données nous imposent de continuer à examiner et développer ce domaine. C'est la première étude sérieuse sur l'engagement des organisations confessionnelles contre le VIH/SIDA, mais ce ne doit pas être la dernière. Nous n'avons fait qu'effleurer la réalité de ce qu'il se passe et il est déjà clair qu'il nous reste beaucoup à apprendre, a reconnu Ted Karpf, Responsable des partenariats au département OMS du VIH/SIDA. Les donateurs et les bailleurs de fonds pour les soins de santé doivent prendre en compte le rôle des organisations confessionnelles. Sans elles, il y a peu d'espoir de parvenir à l'accès universel à la prévention, au traitement et aux soins. »

Lien avec le rapport « *Appreciating Assets : Mapping, Understanding, Translating and Engaging Religious Health Assets in Zambia and Lesotho* – <http://www.arhap.uct.ac.za>

En tant qu'autorité habilitée à diriger et à coordonner l'action sanitaire internationale, l'Organisation mondiale de la Santé dirige, au sein du système des Nations Unies, l'action du secteur mondial de la santé contre le VIH/SIDA. Elle fournit aux États Membres une assistance technique, reposant

sur des bases factuelles, pour les aider à renforcer les systèmes de santé afin de monter une riposte globale et durable contre le VIH/SIDA, comprenant les services de traitement, de soins, de soutien et de prévention dans le cadre du secteur de la santé.

Pour obtenir des interviews ou des informations plus détaillées, veuillez contacter :

Aux Etats-Unis : Ted Karpf, OMS, tél. : +1 214 287 7294, karpft@who.int

En Suisse : Iqbal Nandra, OMS - Genève, tél. : +41 22 791 5589, nandrai@who.int

Tous les communiqués de presse, aide-mémoire et autres documents OMS pour les médias sont accessibles en ligne sur www.who.int.